

# TDDO — Transition Durable & Digitale des Organisations

Évaluation des Organisations — Secteur Agro-Industriel

Master PI2A — Université de Bordeaux | Rémy Juston-Coumat 2025-2026

## 80/100

### Score Global TDDO

La proposition de Kasmaël DASSI présente une démarche RSE très structurée et ambitieuse pour une PME d'infusions, avec une forte intégration des piliers E, S, G. Elle se distingue par des objectifs mesurables et une volonté de transparence, bien que certains aspects réglementaires et digitaux méritent d'être approfondis. L'accent mis sur l'approvisionnement responsable et les emballages durables est particulièrement pertinent pour le secteur.

## Proposition soumise

**Auteur :** Kasmaël DASSI — KASNASS

**Email :** dassikasmael@gmail.com

**Date :** 27 février 2026

**Axe principal :** RSE & ESG

### Titre :

mise en place d'un RSE dans notre PME DE PRODUCTION d'infusion de thé de tisane et de boison aromatique

### Description :

Notre entreprise d'infusions aromatiques s'engage à mettre en place une démarche RSE structurée autour de trois priorités stratégiques : un approvisionnement responsable, des emballages durables et la réduction de notre empreinte carbone, tout en intégrant des objectifs sociaux et de gouvernance clairs. Nous visons à développer des partenariats avec des producteurs locaux et à augmenter progressivement la part de matières premières issues de l'agriculture biologique et du commerce équitable, notamment via des filières certifiées telles que Fairtrade International et Ecocert. Sur le plan environnemental, nous nous fixons des objectifs mesurables comme la réduction de 30 % du plastique en trois ans, l'utilisation de sachets compostables sans agrafes, le recours à des encres végétales et l'optimisation du transport afin de diminuer nos émissions de CO<sub>2</sub> et notre consommation énergétique. La démarche s'accompagne de la mise en place d'indicateurs de performance (KPI) précis tels que le pourcentage de matières premières bio, la part de fournisseurs locaux, les kilogrammes de déchets générés, la consommation énergétique mensuelle et le taux de satisfaction des salariés. Nous formaliserons ces engagements dans une politique RSE écrite, suivie par un tableau de bord actualisé régulièrement et intégrée dans notre gouvernance interne. L'implication des parties prenantes — salariés formés aux enjeux RSE, fournisseurs engagés contractuellement, clients informés avec transparence et distributeurs sensibilisés — constitue un pilier essentiel de cette démarche. À moyen terme, nous envisageons également des labels reconnus comme B Corp ou une labellisation via AFNOR afin de structurer et valoriser notre engagement. Enfin, nous assurerons une communication responsable à travers un rapport RSE annuel, une information claire sur nos emballages et une vigilance constante pour éviter tout greenwashing, faisant ainsi de la RSE un levier durable de performance, de confiance et de différenciation sur le marché des infusions.

## Évaluation par axe TDDO

La proposition démontre une excellente compréhension des piliers ESG, avec des objectifs clairs en matière d'environnement (réduction plastique, CO2, énergie), social (salariés, fournisseurs, commerce équitable) et gouvernance (politique RSE, tableau de bord, communication transparente). L'intégration de certifications comme Fairtrade et Ecocert, ainsi que l'ambition B Corp ou AFNOR, témoignent d'une démarche mature. La vigilance contre le greenwashing est un point fort essentiel, s'appuyant sur des KPI précis.

### Points forts :

- ! Objectifs ESG clairs et mesurables (réduction plastique 30%, matières premières bio, CO2, énergie).
- ! Volonté de certification (Fairtrade, Ecocert, B Corp/AFNOR) et de communication transparente (rapport RSE annuel).
- ! Prise en compte des parties prenantes (salariés, fournisseurs, clients, distributeurs).
- ! Vigilance explicite contre le greenwashing, alignée avec les bonnes pratiques du référentiel.

### Points à améliorer :

- ! Détailler davantage les objectifs sociaux (conditions de travail spécifiques, égalité F/H) et de gouvernance (éthique des affaires, lutte anti-corruption).

## Conformité Réglementaire

La proposition intègre de manière implicite plusieurs aspects réglementaires via les certifications (Ecocert, Fairtrade) et la communication transparente. L'engagement contre le greenwashing est en ligne avec la directive Green Claims. Cependant, la mention directe des cadres réglementaires clés pour une PME (CSRD, ESRS si applicable à terme, ISO 14001/26000 pour structuration) est absente. La PME pourrait ne pas être directement soumise à la CSRD initialement, mais une préparation est judicieuse.

### Points forts :

- ! Volonté de communication transparente et de certification qui préfigure une bonne conformité future.
- ! Prise en compte de la directive Green Claims par la vigilance anti-greenwashing.

### Points à améliorer :

- ! Évaluer l'applicabilité future de la CSRD/ESRS (notamment via VSME ou en tant que PME cotée) et anticiper les exigences de reporting.
- ! Envisager la certification ISO 14001 pour structurer le Système de Management Environnemental.
- ! Mentionner la conformité aux réglementations spécifiques au secteur alimentaire (ex: étiquetage, traçabilité EGalim).

## Transformation Digitale

L'axe digital est le moins développé de la proposition. Bien que des KPI soient mentionnés, l'utilisation de technologies numériques pour optimiser la RSE (IA, blockchain pour la traçabilité) ou pour la frugalité digitale n'est pas explicitée. L'e-commerce n'est pas abordé, ce qui est une lacune pour une PME moderne. Le tableau de bord RSE est un bon début, mais son implémentation digitale pourrait être plus ambitieuse.

### Points forts :

- ! Mise en place d'un tableau de bord RSE pour le suivi des KPI, impliquant une digitalisation minimale.

### Points à améliorer :

- ! Explorer l'usage d'outils digitaux pour la traçabilité des matières premières (ex: blockchain pour les filières certifiées).
- ! Intégrer des principes de frugalité numérique dans la gestion des données et des systèmes informatiques.
- ! Développer une stratégie e-commerce (site propre, marketplaces) en ligne avec les valeurs RSE (emballages, logistique verte).
- ! Envisager l'IA pour l'optimisation de la chaîne logistique ou la prédiction des rendements/qualité des matières premières.

La proposition met l'accent sur l'approvisionnement responsable, les partenariats avec des producteurs locaux et l'augmentation des matières premières biologiques/équitables. Cela contribue directement à la résilience et à la souveraineté alimentaire en renforçant les filières locales et la qualité des produits. Cependant, la notion de souveraineté alimentaire pourrait être explicitée davantage, notamment en termes de diversification des sources ou de contribution à l'autonomie nationale en matières premières.

### Points forts :

- ! Priorité donnée aux partenariats avec des producteurs locaux, renforçant les circuits courts.
- ! Engagement pour l'agriculture biologique et le commerce équitable, favorisant des pratiques agricoles durables.
- ! Contribution à la résilience de la chaîne d'approvisionnement par la contractualisation et la diversification des sources (via certifications).

### Points à améliorer :

- ! Expliciter comment la PME contribue à réduire les vulnérabilités nationales (ex: dépendance aux importations de certaines plantes aromatiques).
- ! Intégrer des clauses EGalim dans les contrats fournisseurs pour assurer une juste rémunération des agriculteurs.

## Points de réflexion à approfondir

1. Comment la PME compte-t-elle mesurer et réduire son empreinte carbone numérique, en plus de l'empreinte liée au transport et à l'énergie ?
2. Quels sont les indicateurs spécifiques prévus pour évaluer l'impact social de l'entreprise au-delà de la satisfaction des salariés (ex: droits des agriculteurs, égalité F/H) ?
3. Comment la PME envisage-t-elle d'intégrer les exigences de la CSRD/ESRS, même si elle n'y est pas directement soumise, pour anticiper et se positionner sur le marché ?
4. Quelle stratégie de traçabilité digitale (ex: blockchain) pourrait être mise en œuvre pour assurer la transparence des filières certifiées (Fairtrade, Ecocert) jusqu'au consommateur ?
5. Comment la PME pourrait-elle contribuer activement à la souveraineté alimentaire française en développant des filières locales de plantes aromatiques peu cultivées sur le territoire ?

## Recommandations concrètes

- Élaborer une feuille de route détaillée pour l'obtention des certifications B Corp ou AFNOR, incluant les prérequis et les délais.
- Réaliser un bilan carbone complet (scopes 1, 2, 3) pour identifier les principaux postes d'émissions et définir des objectifs de réduction plus précis.
- Mettre en place un système de traçabilité numérique robuste pour les matières premières, potentiellement basé sur la blockchain, afin de renforcer la transparence et la confiance.
- Intégrer des objectifs de frugalité numérique dans la stratégie digitale de l'entreprise, en privilégiant des solutions Edge AI ou des Green Clouds si l'usage de l'IA est envisagé.
- Formaliser les engagements de la PME vis-à-vis des lois EGalim, notamment sur la juste rémunération des producteurs, et l'inclure dans les contrats fournisseurs.

## Risques & Non-conformités identifiés

- Risque de 'CSR washing' si la PME communique sur des pratiques RSE sans se préparer aux exigences de reporting et de vérification futures.
- Risque de greenwashing si la communication sur les emballages durables ou la réduction de plastique n'est pas étayée par des données vérifiées et auditées.
- Dépendance excessive à un nombre limité de fournisseurs locaux, pouvant impacter la résilience en cas de crise climatique ou sanitaire locale.
- Coût et complexité de l'implémentation des certifications (B Corp, AFNOR) et des systèmes de traçabilité numérique sans une planification financière et organisationnelle adéquate.

## Prochains pas recommandés

- 1 Désigner un référent RSE interne chargé de piloter la démarche et de coordonner les actions.
- 2 Réaliser un diagnostic de matérialité (simple ou double) pour identifier les enjeux ESG les plus pertinents pour l'entreprise et ses parties prenantes.
- 3 Établir un plan d'action détaillé pour chaque objectif RSE, avec des responsabilités, des échéances et des ressources allouées.
- 4 Explorer les solutions numériques de traçabilité et de gestion des données ESG pour un reporting efficace et transparent.
- 5 Engager un dialogue avec les fournisseurs actuels et potentiels pour contractualiser les engagements RSE et de souveraineté alimentaire.

## Sources à consulter

**GRI Standards** — Pour affiner les KPI extra-financiers, notamment GRI 303 (Eau), GRI 305 (Émissions) et GRI 304 (Biodiversité) qui sont pertinents pour une entreprise agroalimentaire.

<https://www.globalreporting.org/standards/>

**EUR-Lex (CSR & Green Claims)** — Pour comprendre les exigences de reporting extra-financier et les directives sur la communication environnementale.

<https://eur-lex.europa.eu/>

**ADEME** — Pour des méthodologies de bilan carbone (scope 1, 2, 3) et des informations sur la gestion des déchets et l'efficacité énergétique.

<https://www.ademe.fr/>

**GreenIT.fr** — Pour évaluer et réduire l'empreinte carbone numérique de l'entreprise.

<https://www.greenit.fr/>

**FAO** — Pour approfondir la notion de souveraineté alimentaire et les enjeux globaux.

<https://www.fao.org/>



